

## **Evaluation de l'Initiative francophone pour la formation à distance des maîtres (IFADEM) par le Conseil scientifique de l'Agence universitaire de la Francophonie**

**Evaluateurs :** Professeur Maurice Tchunte (Université de Yaoundé 1, Cameroun), assisté du professeur Farid Benramdane (Université de Mostaganem, Algérie) et de M. Cyrille Simard (expert, Nouveau-Brunswick).

### **RÉSUMÉ EXÉCUTIF**

#### **1 – Introduction**

L'initiative francophone pour la formation à distance des maîtres, en abrégé IFADEM, est une initiative pilote qui assiste des États francophones dans la mise sur pied de dispositifs de formation hybride en grande partie à distance avec des regroupements et comprenant une composante T.I.C. Elle résulte d'une commande politique des Chefs d'Etat et de Gouvernement francophones établie lors du Sommet francophone de Bucarest de 2006 et réitérée au Sommet de Québec de 2008. IFADEM a été conçue par l'OIF et l'AUF qui en assurent le financement à parts égales dans la phase expérimentale circonscrite à quatre pays : Bénin, Burundi, Haïti et Madagascar. Elle a pour objectif principal d'améliorer les compétences des instituteurs dans le domaine de l'enseignement du français, ultérieurement dans les autres disciplines enseignées en français.

L'évaluation commandée par l'AUF, a été confiée par le Conseil Scientifique aux Professeurs Farid Benramdane et Maurice Tchunte. Le Gouvernement du Nouveau-Brunswick a proposé d'appuyer cette évaluation en déléguant Monsieur Cyrille Simard, expert-conseil ayant une forte expérience des TICE, de l'enseignement à distance et des programmes de formation à distance exécutés par l'OIF. Cette évaluation a nécessité une mission au Burundi du 28 février au 07 mars 2010, et au Bénin du 22 au 27 mars 2010. Il convient de noter que l'évaluation de l'AUF s'est déroulée simultanément avec celle effectuée par le Cabinet ATEMA pour le compte de l'OIF, ce qui a permis des échanges enrichissants.

#### **2 – Aspects institutionnels**

##### **2.a. Gouvernance**

La gouvernance de l'initiative est assurée par : le Comité de Pilotage présidé par l'Administrateur de l'OIF et le Recteur de l'AUF, le Comité Technique au sein duquel siègent des représentants de l'OIF, de l'AUF et de la CONFEMEN, les référents scientifiques et les présidents des comités nationaux, le Groupe des Représentants des pays composé des diplomates représentant les pays dans les instances de la Francophonie, les Comités Nationaux (CN) qui assurent la supervision de la mise en œuvre sur le terrain et le Secrétariat Exécutif (SE) assuré par Messieurs Pierre-Jean Loiret de l'AUF et Jean-René Bourrel de l'OIF. L'OIF et l'AUF jouent dans ces instances des rôles moteurs à la fois spécifiques et complémentaires : l'OIF apporte la légitimité politique et facilite les concertations institutionnelles interministérielles, tandis que l'AUF apporte son expertise scientifique, organisationnelle et technique dans la mise en œuvre. Il s'agit donc d'une collaboration exemplaire. Ces organes ont fonctionné de manière satisfaisante. Dans une perspective d'extension, il serait souhaitable d'élargir les CN à d'autres catégories d'acteurs comme les partenaires techniques et financiers et les coordonnateurs des rédacteurs.

## 2.b. Contexte, public cible et complémentarité avec d'autres projets en coopération

Au Bénin, autrefois appelé *Quartier latin de l'Afrique*, le français qui est la langue d'enseignement connaît une baisse de niveau des compétences linguistiques des élèves en raison du recrutement dans les années 90, d'instituteurs contractuels ou communaux peu ou pas formés, l'objectif politique étant d'assurer une scolarisation de tous les enfants béninois. Les autorités ont la ferme volonté d'améliorer les compétences des maîtres en français et ont choisi pour cible les maîtres des départements du Zou et des Collines titulaires du CEAP et désirant obtenir le CAP, soit 557 instituteurs.

Au Burundi, l'enseignement se fait en Kirundi jusqu'au niveau 4 du primaire et la décision politique vient d'être prise d'introduire au primaire l'anglais et le swahili qui sont les langues de communication régionale. La qualité de l'enseignement qui se fait désormais en français à partir du niveau 5 du primaire pour l'ensemble des matières, est donc tributaire de la maîtrise du français. Les autorités ont choisi pour cible les instituteurs du niveau 5 des provinces de Bujumbura Mairie et Kayanza, soit 627 instituteurs représentant 12% des instituteurs de 5<sup>ème</sup> année.

Au Bénin, l'INFRE a la charge de la formation des instituteurs vacataires, au nombre de 10 000. Ils sont susceptibles de préparer le CEAP et donc de devenir un jour une cible pour IFADEM. L'INFRE mène une expérience de formation à distance en partenariat avec l'UNESCO auprès de ce type d'enseignants (pour un peu plus de 800 d'entre eux). Au Burundi, le projet CELEC aujourd'hui terminé s'adressait aux 1600 instituteurs du niveau 6. Pour les projets en cours, le PARSEB de la Banque Mondiale s'adresse aux enseignants non qualifiés tandis que le Conseil Norvégien des Réfugiés forme des maîtres pour assurer un enseignement aux populations déplacées. Enfin, le projet de l'UNICEF, *Ecole amie de l'enfant* n'a pas encore démarré. IFADEM est donc strictement complémentaire des autres projets en coopération, avec la particularité d'être en partie à distance.

## 2.c. Engagement des États

La structure et le mode de gouvernance de l'Initiative a permis une réelle appropriation par les états bénéficiaires. Ainsi, le centre IFADEM d'Abomey a été inauguré par le Président Yayi Boni du Bénin et le Secrétaire Général de la Francophonie, M. Abdou Diouf. Par ailleurs, la mission d'évaluation a été reçue au Burundi par le Ministre en charge de l'Enseignement Supérieur et le Ministre en charge de l'Enseignement Primaire, ce dernier ayant eu la délicatesse de faire coïncider sa visite du site IFADEM de Kayanza avec la mission d'évaluation. Au Bénin, il faut signaler le fort engagement du Ministère en charge des affaires étrangères et de la Francophonie.

La valorisation professionnelle de la formation sous la forme d'un avancement d'échelon au Burundi ne soulève pas l'enthousiasme des instituteurs compte tenu du faible impact financier. En revanche, la perspective de prise en compte au Bénin, de l'évaluation IFADEM sous la forme d'un bonus pour l'examen du CAP est très motivante et mérite d'être effectivement mise en œuvre.

# 3 – Aspects scientifiques, pédagogiques et techniques

## 3.a. Dispositif de formation

IFADEM est un dispositif de formation en grande partie à distance avec trois regroupements (au début, à mi-parcours et en fin de formation) et une composante T.I.C. Les acteurs impliqués dans la mise en œuvre constituent une longue chaîne qui va des experts techniques mobilisés au sein de la communauté francophone aux instituteurs, en passant par les rédacteurs de contenus, les animateurs, les experts contenus internet et les tuteurs. Ceci a permis d'impliquer un grand nombre d'acteurs du système éducatif : directeurs au niveau des comités nationaux, inspecteurs, conseillers pédagogiques ou directeur d'écoles comme tuteurs. Les inspecteurs apparaissent comme les meilleurs candidats pour le rôle de tuteurs car cela ajoute à leur travail d'inspection un volet formation. Comme « la source doit être plus haut que la fontaine », la formation des tuteurs/inspecteurs devrait être renforcée.

Par ailleurs, l'implication au Bénin d'universitaires dans le comité des rédacteurs s'est traduite par un meilleur

encadrement scientifique : meilleure assimilation des techniques de remédiation et recours à des procédés inédits, tels que l'alphabet phonétique international.

### 3.b. Aspects linguistiques, didactiques et pédagogiques

Sur un plan épistémologique, c'est-à-dire au niveau de l'implantation et de l'organisation du système et des savoirs structurants des matières visées, les contenus d'enseignement/ apprentissage ont privilégié les notions, concepts, principes "structurants" des disciplines telles que la phonétique, la phonologie, la linguistique contrastive et la didactique du français langue étrangère. L'appareillage conceptuel mis en place a permis d'une part une imprégnation théorique, fonctionnelle et opérationnelle du rôle central des contenus disciplinaires et leur dimension méthodologique, et d'autre part une approche intégrée, réflexive et coordonnée des langues en présence : langue (s) maternelles / langue française.

Sur un plan pédagogique, la centration sur les compétences et les apprentissages a conduit à un changement nettement perceptible au regard des constats établis par les acteurs de base (enseignants, conseillers pédagogiques, directeurs d'écoles, inspecteurs) et nous-mêmes lors des visites de classes tenues par des « ifadémiens » et « non-ifadémiens » (expression locale) : analyse des situations de classe, repérage des « points » durs (cas de la phonétique au Burundi sur les voyelles antérieures mi-fermées et mi-ouvertes et de quelques consonnes occlusives au Bénin) et recours à la transposition didactique, plutôt qu'une pratique basée sur un enfermement dans une modalité unique d'intervention.

Nous pouvons dire que le dispositif IFADEM, basé sur une prise en compte des besoins des environnements multilingues locaux, a développé et mis en œuvre une stratégie conduisant de manière appropriée à des contenus scientifiques pertinents, grâce aux experts internationaux, référents scientifiques et universitaires spécialistes en linguistique et didactique des langues. Ainsi par exemple sur un plan fonctionnel, les livrets de formation sont conçus comme des ressources intégratives à des pratiques de classes et prennent appui, dans leur structuration, sur le respect des principes de globalité (adéquation compétences visées/ profils de sortie) et de cohérence entre les différentes composantes du plan de formation. L'ensemble consacre une interdisciplinarité et une cohérence verticale et horizontale des apprentissages dans les langages dits fondamentaux comme illustré par le livret de mathématiques au Bénin.

### 3.c. T.I.C.

L'utilisation des T.I.C. faisait partie de la commande politique. Ce volet a été déployé de manière pragmatique et efficace. En effet, la visio-conférence a joué un rôle clé dans les réunions hebdomadaires de concertation entre les acteurs de terrain et le Secrétariat Exécutif. En outre, la formation des rédacteurs par les experts techniques a largement bénéficié des facilités de communication électronique. Au niveau des tuteurs et des maîtres, le volume des enseignements de l'initiation informatique et internet (3i) est unanimement jugé insuffisant. Il est clair qu'il était difficile de faire autrement s'agissant de personnes dont certaines ont eu leur premier contact avec un ordinateur à l'occasion de la formation IFADEM. Par ailleurs, l'utilisation des lecteurs MP3 s'est heurtée à leur fragilité, au problème des piles et même la (non) - accoutumance des tuteurs aux écouteurs. Des postes radio avec lecteurs CD pourraient être adoptés dans la phase d'extension, avec l'avantage d'une utilisation collective dans les écoles et la possibilité de synergies avec d'autres projets basés sur la radio scolaire. D'autre part, la disponibilité de clés 3G permettant l'accès Internet à partir de portables ou d'assistants numériques personnels via des opérateurs de téléphonie mobile constitue un atout à exploiter pour l'accès aux ressources didactiques en ligne (notamment peut-être par le biais d'un dépôt éventuel d'objets d'apprentissage), le soutien des échanges entre les acteurs, etc. y compris dans les zones enclavées. Pour l'heure, les centres IFADEM conçus et gérés de manière très efficace ont, en plus de leur rôle dans la formation continue des maîtres, permis de développer la formation initiale en informatique des jeunes élèves-instituteurs, avec des perspectives d'ouverture à un public plus large.

## 4 – Conclusion et recommandations

IFADEM est un bel exemple de dispositif partiellement à distance pour la formation continue dans le secteur éducatif. Les instituteurs affirment tous avoir « appris à apprendre », se déclarent satisfaits de la formation linguistique et didactique reçue et témoignent de la meilleure efficacité de cette formule par rapport aux formations présentielles dispensées en périodes bloquées dans d'autres projets. Au Burundi, le taux de réponse de 87% enregistré pour l'enquête en fin de formation et le taux de succès de 90,3% à l'évaluation finale, sont de beaux indicateurs de succès. En outre, la mise en œuvre par les acteurs locaux en assure la pérennité contrairement aux projets conduits exclusivement par des experts extérieurs.

L'impact d'IFADEM est visible sur le terrain non seulement à travers les pratiques de classe, mais aussi dans l'ouverture à la modernité que constitue l'initiation à l'informatique. Mieux, les bénéficiaires, conscients du fait que ce dispositif est une clé et non une recette, perçoivent la marge de progression scientifique et pédagogique que cette formation (contenus et outils) peut apporter au système éducatif et à son essor.

Le souhait d'extension est unanimement partagé non seulement par les autorités éducatives, mais aussi par les bénéficiaires finaux. Une telle extension peut se faire par exemple selon une dimension géographique (pour les deux pays), géolinguistique (cas du Bénin), disciplinaire (enseignement d'autres matières en français), verticale (cycle primaire, moyen, secondaire) ou catégorielle (instituteurs, professeurs de collège ou de lycée). D'ores et déjà au Bénin, l'intégration des modules IFADEM est envisagée non seulement en formation initiale mais aussi dans d'autres projets de formation continue exécutés par l'INFRE.

Une extension géographique par exemple, ferait passer les effectifs à plus de 7000 au Burundi. L'OIF et l'AUF ne pouvant assurer les financements, il sera nécessaire d'inscrire IFADEM dans les stratégies sectorielles des pays afin de le rendre éligible aux financements des bailleurs. Cette démarche a déjà été entreprise au Burundi tandis qu'au Bénin l'inscription dans le plan décennal de développement de l'éducation n'était pas encore acquise au moment de la mission.

Pour la mise en œuvre, l'OIF et l'AUF devraient maintenir un rôle clé dans la formation des rédacteurs, animateurs et tuteurs, ainsi que dans le déploiement des infrastructures et les formations 3i, les aspects purement organisationnels et logistiques étant progressivement transférées aux autorités locales via par exemple un Comité National aux compétences renforcées, avec des opérateurs de terrain issus principalement des structures de formation initiale des instituteurs (lycées pédagogiques et écoles normales). Il convient de noter que IFADEM a apporté à l'AUF une visibilité jamais égalée hors du secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche. C'est ici le lieu de rendre hommage au travail de titan abattu par les responsables des Campus numériques francophones (CNF), sous la coordination du Eecrétariat Exécutif.

Enfin, au moment où le plan quadriennal 2010-2013 insiste sur la valorisation de la recherche et le service à la communauté, l'organisation d'un séminaire international de restitution pourrait ouvrir la voie à des synergies avec les programmes de recherche conduits par les réseaux de l'AUF dans les domaines de la linguistique, de la didactique des langues et des TICE en éducation. Une telle perspective permettrait de valoriser les acquis de terrain issus d'IFADEM. En outre, l'extrême prudence observée dans le déploiement des T.I.C. sur le terrain, pourrait dans un contexte de recherche, céder le pas à une exploration plus audacieuse de nouvelles pistes telles que l'exploitation dans un contexte éducatif des énormes potentialités qu'offre le téléphone portable dont l'usage est généralisé y compris dans les zones les plus enclavées.